vérifiable ne paraît avoir cours entre le gouvernement et la majorité noire. À la conférence qu'ils ont tenue au Canada en octobre, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont dû admettre que la crise engendrée dans la région par l'apartheid s'était sérieusement aggravée depuis leur dernière réunion (en 1985).

Le Canada a donné le ton à cet égard. Le premier ministre Mulroney s'est rendu au Zimbabwe et en Zambie au début de 1987, et M. Clark lui a emboîté le pas en visitant plus tard dans l'année le Mozambique et l'Afrique du Sud même. Le chef de l'African National Congress (ANC), M. Oliver Tambo, s'est entretenu avec M. Mulroney à Ottawa. Le Canada a par ailleurs monté la voie en favorisant en octobre un consensus parmi les chefs d'État du Commonwealth (celui de la Grande-Bretagne excepté), qui ont ainsi convenu de déployer des efforts pour amener la collectivité mondiale à adopter les mesures déjà appliquées par la plupart des pays du Commonwealth et par d'autres pays; ils se sont aussi entendus pour dire que le Commonwealth devait mettre sur pied un meilleur programme coordonné d'aide à la région, surtout au Mozambique. M. Clark a été prié de présider un groupe de ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, dont le rôle est de contribuer à la réalisation de ces objectifs entre autres. Enfin, le Canada a pris des mesures à l'égard de toutes les sanctions dont les chefs de gouvernement du Commonwealth avaient effectivement recommandé l'application; il a réduit de plus de 50 p. 100 ses importations en provenance d'Afrique du Sud et il s'est engagé à accroître son aide aux États de la ligne de front.

On ne sait pas encore exactement comment le Canada "intensifiera" ses sanctions, et M. Clark a pris soin de ne pas s'engager, au nom du Canada, à prendre de nouvelles mesures, sauf de concert avec d'autres pays du Commonwealth. Il a évoqué la possibilité d'user de l'influence canadienne pour faire naître un consensus, plutôt que "d'agir avec force", mais il reste toujours à savoir si un consensus qui exclut la Grande-Bretagne suffira